



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Négociations dans les secteurs public et parapublic

Le Front commun rappelle sa détermination à obtenir des règlements négociés

Montréal, le 14 mai 2010 – Alors que les organisations membres du Front commun ont demandé la médiation, à la fin d’avril, les travailleuses et les travailleurs des secteurs public et parapublic tiennent à démontrer leur détermination à obtenir des conventions collectives négociées le plus rapidement possible. C’est ainsi qu’ils tiennent aujourd’hui une vaste opération de piquetage symbolique devant les établissements publics du Québec.

Partout au Québec, le Front commun démontre son impatience de parvenir à des ententes négociées à toutes les tables de négociation. « Plusieurs tables sectorielles sont toujours bloquées, particulièrement dans la santé et l’éducation. Il en va évidemment de même pour la Table centrale, où la négociation salariale n’avance pas pendant que les travailleurs de l’État continuent à s’appauvrir. Pourtant, nous avons démontré beaucoup d’ouverture et de disponibilité à la négociation, mais dans la plupart des cas, les porte-parole patronaux n’ont pas saisi notre main tendue », a déclaré Dominique Verreault, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP).

« Tous les employeurs, dans tous les milieux de travail, doivent réaliser qu’il est fondamental pour nous d’améliorer les conditions de travail de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs des services publics. Nous leur demandons de le rappeler au gouvernement. C’est pour cette raison que nous sommes encore une fois rassemblés devant les établissements publics, toujours sous le thème *Ensemble pour les services publics* », a ajouté Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

« Nous attendons du processus de médiation qu’il permette véritablement de faire progresser les négociations. C’est pour cela que nous y avons eu recours à la fin du mois d’avril. Nous souhaitons régler rapidement, et il est encore possible d’éviter le recours à des moyens de pression plus lourds. Mais il est évident que si la partie patronale continue de prendre tout son temps pour parvenir à des ententes, nous serons bien obligés d’en venir là. Cependant, ce n’est pas notre premier choix », a conclu Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Le Front commun : un an de solidarité

Rappelons qu’il y a maintenant un an, toutes les organisations syndicales des secteurs public et parapublic se sont unies en Front commun. Pour se donner toutes les chances de réussir, celui-ci s’est mis à l’œuvre rapidement et a concentré ses travaux autour de quelques enjeux majeurs. Le 20 mars dernier, plus de 75 000 personnes rassemblées dans les rues de Montréal ont lancé un appel au gouvernement à trouver des solutions négociées aux problèmes de nos services publics.

Le Front commun négocie au nom de 475 000 salariés de l'État. Il réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

Sources : SISP, CSN, FTQ

Renseignements :

Marjolaine Perreault, SISP : 514 235-5082

Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757

Jean Laverdière, FTQ : 514 893-7809